

# Cachemire : silence assourdissant

mardi 20 août 2019, par [ROY Arundhati](#) (Date de rédaction antérieure : 15 août 2019).

Le 4 août dernier, le gouvernement indien a unilatéralement violé les conditions qui avaient été à la base de l'adhésion du Jammu-et-Cachemire à l'Inde en 1947. Depuis, il a transformé le Cachemire en un immense camp de prisonniers. Sept millions de Cachemiriens ont été enfermés chez eux. Les connexions Internet ont été coupées et les téléphones sont morts.

Le ministre indien de l'Intérieur a proposé au Parlement que l'article 370 de la Constitution indienne (qui décrit les obligations légales découlant de l'instrument d'adhésion) soit annulé. Malgré les partis d'opposition, la nouvelle loi a été adoptée par la chambre haute ainsi que par la chambre basse. Elle annule le statut particulier, dont la constitution et le drapeau propres au Cachemire. Elle divise le territoire en deux parties : le Jammu-et-Cachemire, qui sera administré directement par le gouvernement central de New Delhi (tout en gardant une assemblée législative élue, mais avec des pouvoirs considérablement réduits) ; et le Ladakh, qui sera administré directement de New Delhi et n'aura pas d'assemblée législative.

En pratique, les citoyens indiens peuvent maintenant acheter des terres et s'installer au Cachemire sans entrave. Déjà des investisseurs indiens comme l'industriel le plus riche de l'Inde, Mukesh Ambani, rêvent de posséder cette terre riche de vastes glaciers, de lacs de haute altitude et de cinq grands fleuves.

La dissolution de l'entité juridique de l'État signifie également la dissolution de l'article 35A, qui accordait aux résidents des droits et des privilèges leur permettant d'être des intendants de leur propre territoire. Depuis longtemps, les Cachemiriens craignent cette éventualité. C'est un cauchemar récurrent, celui d'être emporté par un raz-de-marée d'Indiens et de devenir des sortes de Palestiniens des territoires occupés et repeuplés de colons.

Ce qui est le plus frappant actuellement est le silence mortel des rues patrouillées et barricadées du Cachemire et de ses quelque sept millions de personnes encagées, humiliées, espionnées par des drones, isolées du monde.

Cette situation résulte d'une lente destruction. Un moment décisif est venu en 1987 quand New Delhi a truqué de manière flagrante les élections dans l'État. En 1989, la revendication d'autodétermination, jusqu'à alors non violente, s'est transformée en une lutte pour la liberté. Des centaines de milliers de personnes ont afflué dans les rues pour être abattues dans le massacre après le massacre.

La vallée du Cachemire a rapidement été envahie par des militants cachemiriens des deux côtés de la frontière, ainsi que des combattants étrangers, entraînés et armés par le Pakistan et adoptés. Et ainsi, le Cachemire est entré dans la tempête. D'un côté, un islam de plus en plus radicalisé au Pakistan et en Afghanistan, tout à fait étranger à la culture cachemirienne ; et de l'autre, le nationalisme hindou fanatique qui était en pleine montée en Inde.

La première victime du soulèvement a été le lien séculaire entre les musulmans du Cachemire et sa petite minorité d'hindous, connu localement sous le nom de Pandits. Peu à peu, la violence. Plusieurs Pandits ont été assassinés et plus de 25 000 ont quitté le Cachemire. 20 ans plus tard, des milliers

d'entre eux croupissent dans des camps de réfugiés misérables dans la ville de Jammu que les gouvernements successifs de New Delhi perpétuent pour garder ces populations dans les limbes, et attiser leur colère et l'amertume pour alimenter le dangereux récit nationaliste de l'Inde sur le Cachemire.

Aujourd'hui, le Cachemire est l'une des zones les plus militarisées au monde. Plus d'un demi-million de soldats ont été déployés. On estime que 70 000 personnes, civils, militants et forces de sécurité ont été tués dans le conflit. Des milliers de personnes sont « disparues » et des dizaines de milliers de personnes sont passées par des chambres de torture qui parsèment la vallée comme un réseau de petits Abou Ghraïbs.

Au cours des dernières années, des centaines d'adolescents ont été aveuglés par l'utilisation de fusils à plombs, la nouvelle arme de choix des forces de sécurité. La plupart des militants opérant dans la vallée aujourd'hui sont de jeunes Cachemiriens, armés et formés localement. Ils font ce qu'ils font en sachant très bien que la minute où ils prennent une arme à feu, leur « durée de vie » est moins de six mois. Chaque fois qu'un « terroriste » est tué, les Cachemiriens se présentent par dizaines de milliers pour enterrer un jeune homme qu'ils vénèrent comme un shaheed, un martyr.

Au cours du premier mandat de Narendra Modi en tant que Premier ministre de l'Inde, cette violence a été exacerbée. En février, après qu'un kamikaze cachemirien ait tué 40 membres des forces de sécurité indiennes, l'Inde a lancé une frappe aérienne contre le Pakistan. Le Pakistan a riposté. Les deux pays sont devenus les deux premières puissances nucléaires de l'histoire à lancer des frappes aériennes l'une contre l'autre. Maintenant, deux mois après sa réélection Narendra Modi a jeté une allumette allumée dans un baril de poudre.

Le 15 août, dans son discours du Jour de l'Indépendance, Narendra Modi s'est vanté depuis les remparts du Fort Rouge de Delhi que son gouvernement avait finalement réalisé le rêve de faire de l'Inde « une nation, une Constitution ». Mais la veille, des groupes rebelles agissant dans plusieurs États en difficulté du nord-est de l'Inde, dont plusieurs ont un statut spécial comme l'ancien État du Jammu-et-Cachemire, ont annoncé un boycott de la fête de l'Indépendance.

Il est fort probable que la violence au Cachemire se répandra en Inde. Elle sera utilisée pour enflammer l'hostilité contre les musulmans indiens qui sont déjà diabolisés, ghettoïsés, poussés vers le bas de l'échelle économique, et, de plus en plus, lynchés. L'État en profitera aussi pour s'en prendre à d'autres personnes — militants, avocats, artistes, étudiants, intellectuels, journalistes — qui ont protesté courageusement et ouvertement.

La puissante organisation d'extrême droite, le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), compte plus de 600 000 membres dont Narendra Modi et plusieurs de ses ministres. Elle dispose d'une milice « volontaire », inspirée par les Chemises noires. Chaque jour qui passe, le RSS resserre son emprise sur les institutions de l'État indien. Parmi leurs cibles se trouvent intellectuels et universitaires qui, selon Ram Madhav, secrétaire général du RSS doivent être écartés du paysage académique, culturel et intellectuel du pays. En vue de cette « mise à l'écart », la Loi sur « la prévention des activités illégales », déjà draconienne, a été modifiée afin d'élargir la définition de « terroriste » aux individus, et pas seulement aux organisations. La modification permet au gouvernement de désigner une personne comme terroriste sans suivre la procédure régulière et sans procès.

Alors que le monde regarde passivement, l'architecture du fascisme indien est rapidement mis en place.

---

**Arundhati Roy**

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.*

---

**P.-S.**

Extrait d'un texte paru dans New York Times, 15 août 2019

Version française — Plateforme altermondialiste

<http://alter.quebec/cachemire-silence-assourdissant/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

**Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste** : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)